

LA CRISE DE L'ACTION SOCIALE : POUR UNE RÉFLEXION RENOUVELÉE SUR L'ACTION SOCIALE

Frédéric de CONINCK

« Quand les fondements sont renversés, le juste, que ferait-il ? » (Ps 11.3). Frédéric de Coninck plaide que la crise des valeurs et des visions du monde ressentie par notre génération pousse les chrétiens à un témoignage plus audible sur les fondements de l'action sociale. Professeur à l'École des Mines, Frédéric de Coninck est bien placé pour observer et interpréter la scène contemporaine ; il lit aussi sa Bible d'un œil neuf, et son exégèse personnelle de certains textes ne manque pas de « punch » !

Une réflexion renouvelée sur l'action sociale chrétienne nous semble s'imposer aujourd'hui pour plusieurs motifs.

La première raison pour commander cette remise en chantier est la crise profonde que traversent, en dehors de l'Église, les représentations de l'action sociale.

On sort, en effet, d'une époque où l'on postulait la transparence presque parfaite entre l'action sociale et la société dans son ensemble. La vision marxiste du monde, qui prévalait parmi les plus actifs socialement, autorisait cette transparence. Marx, en effet, avait emprunté à Hegel l'idée que toute situation particulière n'est que le reflet d'une situation plus générale. Les difficultés à comprendre le monde ne sont donc que « ruses de la raison » et n'enlèvent rien au fait qu'au fond le réel est rationnel. La version marxiste de cette théorie déclare que chaque situation que l'on vit, jour après jour, n'est que le reflet, le théâtre d'un conflit plus général. Dès lors, l'engagement que l'on vit localement, à sa propre échelle, participe de ce combat plus vaste qui lui confère son sens.

Tous les secteurs de la vie quotidienne ont alors été réinterprétés au moyen de cette grille de lecture : le travail, au cœur de cette problématique, mais aussi les arts, la consommation, l'éducation, la médecine, bref, tout ce que l'on peut imaginer était lu dans cette optique qui donnait sens à la vie de chaque jour à partir du sens de l'histoire.

Le maître mot de cette époque fut « homologie » : toute chose était homologue¹ d'une autre, s'en déduisait, y renvoyait. On travaillait alors à renforcer les « structures » existantes ou, au contraire, à accentuer leurs « contradictions internes » de manière à les faire disparaître plus rapidement.

Pourquoi l'action sociale ne va plus de soi

Comment une telle représentation du monde, pourtant à tous égards rassurante, a-t-elle pu entrer en crise ? D'abord, certainement, à cause du témoignage persistant qu'une telle théorie conduisait, si elle était appliquée à une grande échelle, à la naïveté ou à l'horreur. L'idée que le réel puisse être totalement ramené à la raison impliquait comme corollaire quasi-automatique qu'il pouvait être totalement soumis à la construction mentale de X ou Y, ou de tel ou tel groupe social. Cette totalité portait en germe le totalitarisme.

Mais cette vision du monde a également été attaquée de l'intérieur par certains de ses tenants qui, observant la vie autour d'eux, se sont rendu compte qu'elle comportait plus d'opacité que l'on voulait bien lui en prêter. Pour parler de ce que nous connaissons, la sociologie s'est orientée, ces dernières années, dans cette direction. Le problème des relations entre la situation sociale générale et les situations particulières reste au cœur du débat. Mais

¹ N.D.L.R. : se dit des éléments qui se correspondent à l'intérieur d'ensembles différents liés par une relation.

de nombreuses études ont montré qu'elles ne vont pas de soi. Il n'y a pas de déduction simple du général au particulier, ni même de sommation facile d'un ensemble de cas particuliers vers le général.

On a étudié une multiplicité de groupes sociaux ou de lieux de sociabilité : la famille, les réseaux de sociabilité, l'entreprise, les collectivités locales, les groupes de pression, les mentalités, les institutions (droit, administration, instituts financiers), l'État national, les partis politiques, les associations, les groupes d'habitation, la culture, etc. Et s'il est clair que toutes ces réalités sociales ont des liens entre elles, on ne peut pas dire pour autant qu'elles soient homologues les unes des autres. Elles apparaissent au contraire, chacune avec sa logique propre, en contradiction les unes avec les autres, tirant à hue et à dia.

Du coup l'agir social et politique a perdu de sa transparence. Car que peut-on désormais dire des conséquences à long terme de nos actes ? Le sens de la pratique qui était naguère tourné vers l'avenir, vers le monde meilleur que l'on construisait, ne peut plus donc revendiquer aujourd'hui les mêmes appuis.

On cherche actuellement une solution à ce vide vers l'avant, en remplissant l'arrière, c'est-à-dire en s'intéressant moins au but d'une action qu'à ses racines. On justifiera aujourd'hui une action par les valeurs qui la motivent : respect des droits de l'homme, paix, solidarité... Par ailleurs, les ambitions deviennent plus modestes et visent qu'un changement local (limite spatiale) et provisoire (limite temporelle).

Pourtant, on attend encore beaucoup de l'État qui alimente toujours nos fantasmes d'omniscience et de toute puissance. Le technocrate est celui qui sait comment faire face aux fléaux de notre époque. On attend du gouvernement qu'il jugule le chômage, l'inflation, l'insécurité, dragons des temps modernes. À défaut de la divinisation de l'action sociale, on observe la divinisation de l'État de droit, porteur d'attentes exorbitantes.

Cette divinisation de l'État est née de l'impuissance éprouvée par l'individu. Il voudrait, suivant l'expression de Gérard Mendel², « voir le bout de ses actes », mais la pratique au jour le jour déçoit, et il reporte donc ses espoirs sur l'État.

Par ailleurs, l'hiatus entre *action sociale* et *vision du monde* pose problème. Il est significatif que la seule projection que l'on soit capable de faire vers l'avenir est d'éviter la mort. Le mouvement écologiste est porteur de cette projection, intéressante, mais qui dit plutôt ce que l'on veut éviter que ce que l'on veut faire.

Ainsi, pour le monde qui nous entoure, la pratique sociale ne va plus de soi. L'Église n'a-t-elle pas un témoignage à apporter au sujet des valeurs qui fondent l'action et de ce qui les fonde ? N'a-t-elle aucun discours à tenir sur l'avenir du monde et sur ce monde présent ? N'a-t-elle rien à dire sur la cohérence d'une pratique sociale chrétienne ? Bien entendu ! Et autant il était difficile de faire entendre ce discours différent quand l'action socio-politique était autodivinisée, autant le désarroi actuel me paraît porteur d'une écoute potentielle de la part de ceux qui cherchent un sens à leur pratique.

Voilà donc la première raison pour remettre en chantier une réflexion sur la pratique sociale chrétienne aujourd'hui. Mais laissons pour l'instant ces questions et venons-en à un deuxième ordre de motifs pour réfléchir aujourd'hui à l'action sociale chrétienne.

L'action sociale chrétienne se cherche encore

En fait, cette action a toujours eu lieu. Qu'on en parle ou qu'on n'en parle pas, que l'on soit pour ou contre, ce type d'action suit son petit bonhomme de chemin sans fléchir. Mais, dans le milieu évangélique, le débat sur ces questions a connu une longue éclipse, probablement du fait que l'on était confronté, justement, à une espèce de tout ou rien dès que

² Gérard MENDEL, *54 Millions d'individus sans appartenance : l'obstacle invisible du septennat*, Paris, Laffont, 1983.

l'on abordait ces questions : que dire à des personnes qui pensaient que « tout était politique » ? Le Congrès de Lausanne, qui a relancé le débat, est d'ailleurs contemporain du début de la crise des représentations politiques dont nous avons parlé ci-dessus. Pourtant, ce débat existe maintenant depuis une bonne dizaine d'années et il nous semble qu'il est temps de passer à un stade ultérieur.

Au départ l'action sociale chrétienne a dû répondre à trois objections : deux de l'intérieur et une de l'extérieur. On peut les résumer de la manière suivante :

- 1) D'abord, l'essentiel serait l'évangélisation : on n'arrivera à rien si le cœur de l'homme n'est pas changé, et toute action sociale serait par conséquent une perte de temps.
- 2) Ensuite, si travail caritatif il doit y avoir, il doit se limiter à l'Église, car à quoi bon investir dans un monde perdu.
- 3) Enfin (argument externe) : l'action chrétienne est sympathique mais inefficace ; ce sont de bons sentiments qui font une mauvaise politique.

Résumons en quelques mots les réponses, à notre avis les plus convaincantes, apportées à ces objections afin de progresser vers ce qui nous paraît être le cœur du débat aujourd'hui.

Tout d'abord sur la question de l'essentiel, l'épître de Jacques montre le non-sens d'une parole sans gestes concrets. Mais, plus profondément, à cette question de l'essentiel, Jésus répond : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu, et tu aimeras ton prochain comme toi-même » ; « aucun autre commandement n'est plus grand que ces deux-là. » L'action sociale et l'évangélisation sont deux réponses particulières à ces deux commandements. Mais l'un ne prime pas l'autre.

Quant à une éventuelle limitation de l'action à l'intérieur de l'Église, il existe certes un verset qui donne une priorité aux frères dans la foi (Ga 6.10), priorité qui me semble logique. Mais cette priorité n'est pas exclusive. Là encore, les positions de Jésus sont claires : « Si vous aimez ceux qui vous aiment, quelle récompense allez-vous en avoir ? Les collecteurs d'impôts eux-mêmes n'en font-ils pas autant ? » (Mt 5.46). Et, juste avant, il nous incite à être fils de notre Père qui est dans les cieux et qui fait lever indifféremment le soleil sur les justes et sur les injustes (Mt 5.45). L'amour de l'ennemi commande *a fortiori* l'amour des gens qui ne sont ni nos amis ni nos ennemis.

Mais, dans ces deux objections, nous décelons quelque chose de la troisième : finalement, à quoi sert tout ceci ? Va-t-on pour autant réussir à changer les choses ? Cette question apparemment légitime ne l'est pas nécessairement.

La question de l'efficacité me semble en effet douteuse. Jésus ne met-il pas en avant le serviteur inutile (Lc 17.10) ? Et ne dit-il pas de prêter de l'argent « sans rien espérer en retour » ? (Lc 6.35). La recherche de l'efficacité peut même être dangereuse. Au fond, agir n'aurait de sens que si tout le monde était chrétien, que si tout le monde se pliait à ce que nous pensons être bon pour eux. De ce point de vue les rêves de société chrétienne font parfois froid dans le dos. Nous voudrions être plus royalistes que le Roi et faire entrer par la force les individus dans le Royaume de Dieu, quand le Roi se borne à l'invitation. Il y a en fait un totalitarisme masqué dans ce *tout ou rien* : ou bien tout le monde se convertit, ou bien je ne fais rien. Pourtant, la vie chrétienne est aussi l'apprentissage de l'opposition et de l'adversité.

À l'extérieur de l'Église, on pose aujourd'hui la question moins souvent qu'autrefois, dans la mesure où tout le monde s'interroge sur l'efficacité de son engagement politique.

Mais le versant positif de cette question nous renvoie aux développements des premières pages de cet article : quel sens donner à un engagement social ? Si l'efficacité n'est pas un critère valable pour l'action, en quoi s'enracine-t-elle ? Or sur ce point il nous semble que le même flou règne actuellement dans l'Église et dans le monde autour d'elle. En effet l'action sociale est encore perçue comme une espèce d'annexe à l'ensemble de la vie chrétienne ; elle n'a pas encore trouvé sa place au cœur du message évangélique tel qu'il est prêché aujourd'hui. De sorte que les chrétiens qui sont « engagés » vivent une sorte de

dichotomie : il y a le temps du « social » d'un côté, et le reste du temps « ils ne font pas de social ». De même, ils ont du mal à dépasser le simple engagement caritatif (qui vise généralement à « réparer les pots cassés ») dans la mesure où ils ne savent pas bien dans quelle direction aller pour prévenir au lieu de guérir.

Or des réponses à ces questions existent. Notre vie est une vie en société à chaque minute. Par notre simple manière d'être nous « faisons du social » à chaque instant. Chaque geste que nous accomplissons construit ou détruit une ou plusieurs réalités sociales. Ce que le chrétien doit défendre, ce dont il doit témoigner, est un mode d'être. Un mode d'être enraciné dans l'exemple de Jésus-Christ, qui tire son sens de sa cohérence avec l'action de Dieu dans l'histoire : le service.

En effet, toutes les réalités sociales que nous avons énumérées (la famille, le travail, les valeurs, les réseaux de sociabilité, l'État...) sont sous la seigneurie de Jésus-Christ et sont appelées à un renouvellement par notre service. Notre fonction de lumière du monde et de sel de la terre s'étend à tous les domaines de l'existence. Elle n'est pas limitée aux heures où nous avons le sentiment de faire du social. La société se produit à chaque instant, en chaque lieu, et « le salut viendra pour cette maison », manifesté par le fait que le collecteur d'impôt, au lieu d'amasser le maximum de richesses, comprend qu'il remplit un service (Lc 19.9)

Si le grain ne meurt...

Un texte nous servira de guide pour bien montrer ce qui est en jeu dans cette notion de service, et en quoi elle est une réponse à la crise des représentations politiques et à la question du sens de la pratique : Jean 12.12-36.

Dans ce passage, il est question de la transformation du monde. Le succès des Rameaux fait dire aux pharisiens : « Voilà que le monde se met à sa suite » (v. 19). Anticipant sur l'universalisation du message chrétien, des Grecs qui passaient par là demandent à voir Jésus. Enfin, le Christ précise exactement l'enjeu du moment qu'il vit : « C'est maintenant le jugement de ce monde ; maintenant le prince de ce monde va être jeté dehors. Pour moi quand j'aurai été élevé de terre j'attirerai à moi tous les hommes » (v. 31-32). Le prince de ce monde va être jeté dehors. Il y a donc un bouleversement qui va se produire de manière tangible dans le monde. Jésus parle-t-il uniquement de sa mort, vise-t-il par ses paroles le seul événement de sa mort et de sa résurrection ? Nous ne le pensons pas. En effet, le thème de l'imitation est présent dans ce chapitre : « Si quelqu'un veut me servir qu'il se mette à ma suite, et là où je suis, là aussi sera mon serviteur » (v. 26). Luc est encore plus explicite puisque dans le passage parallèle (Lc 9.24-25) il indique : « Si quelqu'un veut venir à ma suite, qu'il renonce à lui-même et prenne sa croix chaque jour et qu'il me suive » (9.23). Cette expérience paradoxale que nous propose Jésus, à savoir jeter dehors le prince de ce monde à travers sa mort (et sa résurrection), n'est pas seulement son expérience. C'est aussi la nôtre.

Il nous est dit par l'image du grain de blé que c'est à travers l'acceptation de la mort que nous portons du fruit (v. 24-25). Il y a là une vérité étonnante : c'est dans le summum de l'impuissance, à savoir la mort, que notre action porte du fruit, alors que nous cherchons toujours un surcroît de puissance afin de parvenir plus sûrement à nos fins.

En rapport avec les questions que nous nous sommes posées, que signifie accepter la mort ? C'est d'abord accepter que nous ne pouvons pas gouverner le monde comme nous l'entendons. Accepter le rejet, accepter la résistance des autres, qu'elle soit justifiée ou injustifiée. C'est comprendre qu'aider les autres ne veut pas dire les rendre semblables à nous, nous prolonger par eux, mais nous mettre à leur écoute, à leur service.

Cette réflexion sur la mort révèle que la notion de service elle-même n'est pas sans ambiguïté : servir pour dominer les autres, pour survivre par eux, pour les modeler à notre image, ou servir et disparaître ? Les actions d'éclat ne sont-elles pas fondées sur la volonté de « laisser un nom » dans l'histoire et par là-même d'échapper à la mort ? Le texte de Jean est

clair. Tant que la raison de notre action est de nous convaincre que nous avons une existence propre, nous restons seuls (v. 24). Nous restons seuls car dans nos contacts avec les autres il n'est question que de nous-mêmes. Aller vers l'autre suppose l'acceptation de la mort et, pour commencer, l'acceptation d'une autre existence que la nôtre, une existence qui a précédé notre rencontre et qui survivra en notre absence. Modeler le monde d'après la forme de nos fantasmes, chercher à travers l'action sociale à assouvir notre volonté de puissance, c'est rester seul. Accepter l'autre, et donc notre propre mort, c'est porter beaucoup de fruit. Il y a ici un principe de base qui peut nous guider dans notre pratique et qui n'est pas périphérique à l'ensemble de l'Évangile puisqu'il se rapporte directement à la mort et à la résurrection de Jésus-Christ, au jugement du monde et à l'éviction du prince de ce monde. Ce principe ne doit pas seulement orienter le quart d'heure d'action sociale hebdomadaire, mais notre vie entière, tous les instants de la vie quotidienne où nous contribuons à la production de la société.

Les bonnes idées nous viendront si, renonçant à notre volonté d'asservir l'autre, nous nous mettons à son service, si, renonçant aux plaidoyers *pro domo*, nous rendons témoignage à la vérité, si, au lieu de chercher à nous faire un nom nous acceptons de passer inaperçus, si, au lieu de vouloir à toute force imposer notre point de vue nous acceptons d'être contestés. Accepter la mort, c'est accepter de non pas voir directement l'utilité de ce que nous faisons. La parabole du semeur est d'ailleurs une belle image : c'est à travers ce que nous permettons aux autres de faire que nous sommes utiles.

A-t-on retrouvé la transparence perdue ? Pas tout à fait : les fruits portés restent mystérieux. Ils dépendent également de celui qui « attire tous les hommes à lui » (v. 32). Il n'y a pas d'effet mécanique, de science rationnelle du réel. Mais il faut adopter une attitude fructueuse dans notre travail, notre Église, notre État, notre famille, dans nos cercles d'amis : se mettre joyeusement au service des autres, car on trouve la vie en acceptant la mort (v. 25).

C'est de là que la pratique chrétienne reçoit son sens.